

**OBJET DU MARCHÉ: ACCORD-CADRE PORTANT SUR LE CONSEIL, LE
DEPLOIEMENT ET LE MAINTIEN A JOUR DU DISPOSITIF DE LUTTE CONTRE LES
MANQUEMENTS A LA PROBITÉ A L'IRD ET L'ACCOMPAGNEMENT DANS LA
MAÎTRISE DES RISQUES IDENTIFIÉS**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
Accord-cadre n° 2026001CJoFo20

PROCÉDURE DU MARCHÉ :

Appel d'Offres Ouvert passé en application de l'article L2124-2 et R2161-1 à R2161-5 du
Code de la commande publique

Délégation Régionale Sud-Est
Immeuble le Sextant
44 Bd de Dunkerque / CS 90009
13572 MARSEILLE cedex 02

Marché de prestations intellectuelles

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières comprend 38 pages numérotées de 37 à 37

ARTICLE 1. PRESENTATION DE L'IRD.....	5
ARTICLE 2. PRESENTATION DU CONTEXTE	5
2.1. CONTEXTE INSTITUTIONNEL.....	5
2.2. DISPOSITIF EXISTANT	6
ARTICLE 3. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	6
3.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	6
3.2. CODE CPV PRINCIPAL ET CODE NACRES	6
3.3. PROCEDURE DE PASSATION	7
3.4. ALLOTISSEMENT.....	7
ARTICLE 4. PRESTATIONS ATTENDUES	7
4.1. PRESTATIONS LIEES AU MAINTIEN A JOUR DU DISPOSITIF EXISTANT (PAR BONS DE COMMANDE)	7
4.1.1. <i>Mise à jour de la cartographie des risques d'atteinte à la probité</i>	8
4.1.2. <i>Mise à jour des outils et procédures en vigueur à l'IRD</i>	11
4.2. PRESTATIONS LIEES AU CONSEIL ET AU DEPLOIEMENT DU DISPOSITIF DE LUTTE CONTRE LES MANQUEMENTS A LA PROBITE (PAR MARCHES SUBSEQUENTS)	13
4.3. DEPLACEMENTS EVENTUELS ASSOCIES	13
4.4. TYPOLOGIE DE PROFILS POUVANT ETRE SOLLICITES	14
ARTICLE 5. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	14
ARTICLE 6. FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD-CADRE	15
6.1. PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD-CADRE	15
6.2. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS LIEES AU MAINTIEN A JOUR DU DISPOSITIF EXISTANT (ARTICLE 4.1 DU CCP - PAR BONS DE COMMANDE)	15
6.2.1. <i>Passation des prestations par bons de commande</i>	15
6.2.1. <i>Transmission des bons de commande</i>	16
6.2.2. <i>Délais d'exécution des prestations</i>	16
6.2.3. <i>Constatation de l'exécution des prestations</i>	17
6.3. FONCTIONNEMENT ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS LIEES AU CONSEIL ET AU DEPLOIEMENT DU DISPOSITIF DE LUTTE CONTRE LES MANQUEMENTS A LA PROBITE (ARTICLE 4.2 DU CCP - PAR MARCHES SUBSEQUENTS) ...	17
6.3.1. <i>Forme et fonctionnement des marchés subséquents</i>	17
6.3.2. <i>Durée des marchés subséquents</i>	18
6.3.3. <i>Passation des marchés subséquents</i>	18
6.3.4. <i>Délai et modalités d'exécution</i>	19
6.3.5. <i>Constatation de l'exécution des prestations</i>	19

6.3.6. Pièces constitutives de chaque marché subséquent	20
6.4. PERSONNES HABILITEES A SOLLICITER LE TITULAIRE	20
6.5. INTERLOCUTEUR DEDIE	21
6.6. REUNION DE LANCEMENT DE L'ACCORD-CADRE.....	21
6.7. OBLIGATION DE CONSEIL	21
6.8. LANGUES ET LIEUX D'EXECUTION	21
6.9. EXCLUSIVITE DU TITULAIRE	21
ARTICLE 7. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	22
7.1. NOTIFICATION	22
7.2. DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET RECONDUCTIONS.....	22
ARTICLE 8. PROPRIETE INTELLECTUELLE	22
8.1. DEFINITION DES RESULTATS.....	23
8.2. IDENTIFICATION DES RESULTATS	23
8.3. DEFINITION DES CONNAISSANCES ANTERIEURES.....	23
8.4. IDENTIFICATION DES CONNAISSANCES ANTERIEURES.....	23
ARTICLE 9. SECRET PROFESSIONNEL ET CONFIDENTIALITE	24
ARTICLE 10. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	24
ARTICLE 11. ABSENCE DE LIEN D'INTERETS	25
ARTICLE 12. DEVELOPPEMENT DURABLE	26
ARTICLE 13. PRIX	26
13.1. FORME DES PRIX	26
13.1.1. <i>Prestations relatives au maintien à jour du dispositif existant (Article 4.1 du CCP - par bons de commande)</i>	<i>27</i>
13.1.2. <i>Prestations liées au conseil et au déploiement du dispositif de lutte contre les manquements à la probité (Article 4.2 du CCP - par marchés subséquents)</i>	<i>27</i>
13.2. LES PRIX DE REGLEMENT	27
13.3. MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX	28
13.4. REVISION DES PRIX	28
13.4.1. <i>Règles d'arrondis</i>	<i>29</i>
13.4.2. <i>Correspondance en cas de disparition de l'indice de révision</i>	<i>29</i>
13.4.3. <i>Clause de sauvegarde</i>	<i>29</i>
ARTICLE 14. MODALITES DE REGLEMENT.....	29
14.1. PAIEMENTS ET INTERETS MORATOIRES	29

14.2.	PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DES FACTURES	30
14.3.	AVANCES.....	30
14.3.1.	<i>Avance pour les prestations de maintien à jour du dispositif existant (Article 4.1 du CCP – par bons de commande)</i>	<i>30</i>
14.3.2.	<i>Avance pour prestations liées au conseil et au déploiement du dispositif de lutte contre les manquements à la probité (Article 4.2 du CCP - par marchés subséquents)</i>	<i>31</i>
14.4.	PERIODICITE DE PAIEMENT	31
14.4.1.	<i>Prestations de maintien à jour du dispositif existant (Article 4.1 du CCP – par bons de commande).....</i>	<i>31</i>
14.4.2.	<i>Prestations liées au conseil et au déploiement du dispositif de lutte contre les manquements à la probité (Article 4.2 du CCP - par marchés subséquents)</i>	<i>31</i>
14.5.	PAIEMENT DES COTRAITANTS.....	31
14.6.	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	31
ARTICLE 15.	GARANTIE ET CAUTIONNEMENT	32
15.1.	12.1 RETENUE DE GARANTIE	32
15.2.	12.2 CAUTIONNEMENT	32
15.3.	NANTISSEMENT	32
ARTICLE 16.	SOUS-TRAITANCE	32
16.1.	RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE	32
16.2.	PAIEMENT DIRECT DU SOUS-TRAITANT.....	33
16.3.	CONSEQUENCES DE LA SOUS-TRAITANCE IRRÉGULIÈRE.....	33
ARTICLE 17.	PENALITES	34
17.1.	PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L’EXECUTION DES PRESTATIONS	34
17.2.	PENALITES POUR MAUVAISE EXECUTION DES PRESTATIONS	34
17.3.	PENALITES POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS PREVUES AUX ARTICLES L.8221-3 A L.8221-5 DU CODE DU TRAVAIL	34
ARTICLE 18.	ASSURANCE.....	35
ARTICLE 19.	DISPOSITIF DE VIGILANCE.....	35
ARTICLE 20.	CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE.....	36
ARTICLE 21.	RACHAT OU CESSIION D’ACTIVITES	36
ARTICLE 22.	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	36
ARTICLE 23.	RESILIATION	37
ARTICLE 24.	LITIGE	37
ARTICLE 25.	DEROGATIONS	37

L'exécution du marché est soumise aux conditions techniques décrites dans le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP), définissant l'ensemble des prestations à réaliser et les dispositifs et outils à entretenir.

ARTICLE 1. PRESENTATION DE L'IRD

L'IRD est un établissement public français placé sous la double tutelle des ministères de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et de l'Europe et des Affaires étrangères. Il porte, par son réseau et sa présence dans une cinquantaine de pays, une démarche originale de recherche, d'expertise, de formation et de partage des savoirs au bénéfice des territoires et pays qui font de la science et de l'innovation un des premiers leviers de leur développement.

Les avancées scientifiques sont nécessaires pour faire progresser le développement durable et humain : cette conviction, l'IRD la porte partout où il est présent – France métropolitaine, Afrique, Asie, Amérique latine, Outre-mer - partout où il agit avec ses partenaires.

L'IRD est un acteur français majeur de l'agenda international pour le développement. Son modèle est original : le partenariat scientifique équitable avec les pays en développement, principalement ceux des régions intertropicales et de l'espace méditerranéen.

Les priorités de l'IRD s'inscrivent dans la mise en œuvre, associée à une analyse critique, des Objectifs de Développement Durable (ODD) adoptés en septembre 2015 par les Nations unies, avec pour ambition d'orienter les politiques de développement et de répondre aux grands enjeux liés aux changements globaux, environnementaux, économiques, sociaux et culturels qui affectent la totalité de la planète.

ARTICLE 2. PRESENTATION DU CONTEXTE

2.1. Contexte institutionnel

Dans l'esprit des dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite « Sapin II ») ainsi que des recommandations de l'Agence française anticorruption¹, l'IRD s'est engagé dans la mise en œuvre d'une politique renforcée de lutte contre la corruption et divers manquements à la probité, propre à prévenir et à détecter les faits de corruption en France et à l'étranger.

Le déploiement de ce dispositif de lutte contre les atteintes à la probité, notamment contre les risques de corruption et de la réglementation afférente est, en effet, porté au plus haut niveau d'importance par l'IRD.

Il en résulte qu'il relève de l'intérêt de l'institut de poursuivre ce travail de mise en conformité et de se doter d'outils de pilotage des risques lui permettant par la suite, de mettre en place toutes les mesures et les procédures propres à prévenir, détecter et remédier aux risques d'atteinte à la probité.

A ce titre, consciente que la cartographie des risques d'atteinte à la probité – au sens de l'article 17 II-3° de la loi Sapin II – constitue la clé de voute d'un dispositif de lutte contre la corruption, l'Instance dirigeante de l'IRD – à savoir la Présidente Directrice générale de l'IRD et son Conseil d'administration - a décidé d'en doter l'Institut afin que celui-ci puisse, par la suite, déployer efficacement ledit dispositif au sein de toutes ses implantations géographiques.

¹ <https://www.agence-francaise-anticorruption.gouv.fr/files/files/Recommandations%20AFA.pdf>

L'ensemble des implantations géographiques de l'IRD sont présentes sur le lien suivant : <https://lab.ird.fr/structure/search>

C'est dans ce contexte que, par lettre de mission en date du 15 janvier 2021, la Présidente-Directrice générale, en tant qu'instance dirigeante de l'IRD au sens de la réglementation susvisée, a décidé de déléguer la mise en œuvre opérationnelle du dispositif de lutte contre les atteintes à la probité, au sein de l'IRD, à la Direction des affaires juridiques (ci-après DAJ).

A l'origine du présent marché, la Direction des affaires juridiques de l'IRD – constituée en « Comité Sapin II » - responsable de cette mise en conformité, a ainsi pour mission au sein de l'IRD :

- D'une part, de doter l'IRD d'une cartographie des risques d'atteinte à la probité et de la mettre à jour ;
- D'autre part de piloter, superviser et/ou mettre en œuvre au sein de l'IRD le déploiement de toute procédure, contrôle et mesure permettant de prévenir, détecter et remédier aux risques d'atteinte à la probité.

Ce « Comité Sapin II » (« CS2 » ci-après) est composé, à ce jour, de la Directrice des affaires juridiques, de la directrice des affaires juridique adjointe, de l'assistante juridique de la direction et des deux chargées des affaires juridiques appartenant au service contentieux et réglementation générale de la DAJ. Il déploie et met en œuvre le dispositif de lutte contre les atteintes à la probité au sein de l'IRD, validé par l'instance dirigeante.

2.2. Dispositif existant

Depuis son engagement dans la démarche de mise en conformité, l'IRD s'est doté en 2022 d'une cartographie des risques et s'est engagé dans la mise en œuvre des plans d'actions qui en découlent.

A ce titre et depuis 2024, l'IRD bénéficie désormais d'un Code de conduite anti-corruption et contre les atteintes à la probité et de procédures associées, à savoir, une procédure de lutte contre les conflits d'intérêt, une procédure cadeaux et invitations, une procédure d'encadrement des actions de subvention, et une procédure relative à l'encadrement des frais de représentations, etc.

L'IRD a, par ailleurs, mis en place récemment un dispositif de formation destiné à l'ensemble de ses agents et collaborateurs ainsi qu'un programme de formations spécifiquement adapté aux fonctions considérées comme les plus exposées aux risques.

ARTICLE 3. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet le conseil, le déploiement et le maintien à jour de tout ou partie du dispositif de lutte contre les manquements à la probité à l'IRD, et l'accompagnement dans la maîtrise des risques identifiés.

3.2. Code CPV principal et code NACRES

Les codes CPV principaux de l'accord-cadre sont les suivants :

- **79419000-4** - Services de conseil et d'évaluation
- **79411000-8** - Services de conseil en gestion générale

Le référentiel NACRES (Nomenclature Achats Recherche Enseignement Supérieur) principal de l'accord-cadre est le suivant :

- **EB.04** : Autres missions d'étude et de conseil (hors bâtiment et informatique)

3.3. Procédure de passation

Le présent accord-cadre est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application de l'article L2124-2 et R2161-1 à R2161-5 du Code de la commande publique.

En application de l'article R.2185-1 du Code de la commande publique, l'IRD peut à tout moment déclarer la procédure sans suite.

3.4. Allotissement

Le présent accord-cadre n'est pas alloté pour le motif suivant : Les prestations nécessitent un accompagnement uniforme sur le dispositif concerné par le marché et ses évolutions, une mise à jour continue de celui-ci, ainsi qu'une responsabilité unique dans la mise en place des actions en lien avec les exigences réglementaires.

Or, le recours à l'allotissement serait de nature à rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations et conduirait à multiplier les interactions entre titulaires, nuisant à l'identification d'un responsable unique de la conformité réglementaire et de la mise en œuvre opérationnelle des actions attendues. L'allotissement serait aussi susceptible de générer des risques d'incohérences, de divergences d'interprétation réglementaire et de perte de réactivité, incompatibles avec les objectifs de conformité poursuivis.

ARTICLE 4. PRESTATIONS ATTENDUES

D'une manière générale, le titulaire sera sollicité dans le cadre du conseil, du déploiement et du maintien à jour de tout ou partie du dispositif de lutte contre les manquements à la probité à l'IRD et l'accompagnement dans la maîtrise des risques identifiés.

Pour cela, il pourra être sollicité de deux manières distinctes :

- Concernant les prestations de maintien à jour du dispositif existant (article 4.1. du CCP), dont les caractéristiques et les modalités d'exécution sont déjà fixées et décrites ci-après, par l'émission de bons de commande émis par l'IRD et adressés au titulaire,
- Concernant les prestations de conseil ou de déploiement de tout ou partie du dispositif (article 4.2 du CCP), dont les caractéristiques et modalités d'exécution n'ont pas été fixées dans le présent CCP, par la mise en place de marchés subséquents.

Dans ce cas, chaque marché subséquent précisera les caractéristiques et modalités d'exécution qui n'auront pas été fixées ci-dessous ainsi que l'étendue des missions que le titulaire devra réaliser. L'objet de chaque marché subséquent ne saurait être différent de celui de l'accord-cadre.

4.1. Prestations liées au maintien à jour du dispositif existant (par bons de commande)

Le titulaire pourra être sollicité ponctuellement pour le maintien à jour ou l'actualisation du dispositif de maîtrise des risques d'atteinte à la probité existant.

Celles-ci pourront porter sur la mise à jour de la cartographie des risques d'atteinte à la probité de l'IRD (4.1.1) mais aussi sur la mise à jour des outils et procédures en vigueur à l'IRD décrits ci-après (4.1.2)

Ces prestations seront commandées par bon de commande émis à la survenance du besoin de l'IRD et sur le fondement de l'accord-cadre.

Ce maintien à jour pourra résulter d'une évolution de la réglementation, d'une évolution des pratiques internes, d'une démarche obligatoire ou non d'amélioration continue, d'un besoin d'approfondissement des cadres existants.

Pour l'ensemble de ces missions, les potentielles étapes institutionnelles de validation identifiées seront les suivantes :

- COMEX : instance dirigeante réunissant la gouvernance de l'institut, se réunit une fois par semaine
- PAM : Pôle appui mensuel réunissant les directeurs du pôle appui, les délégués régionaux et un représentant des autres pôles, se réunit une fois par mois,
- PSM : pôle science mensuel réunissant les directeurs du pôle science, se réunit une fois par mois,
- CSA : comité social d'administration, se réunit à minima 3 fois par an,
- CA : conseil d'administration, se réunit 3 fois par an.

4.1.1. Mise à jour de la cartographie des risques d'atteinte à la probité

Le titulaire procède à la mise à jour de la cartographie des risques, outil de pilotage majeur des risques d'atteinte à la probité.

L'IRD s'est doté d'une cartographie des risques présentée à son conseil d'administration **du mois de mars 2022**. Au terme de cette cartographie l'IRD a identifié **49 scénarii de risques regroupés en 18 risques**. Ces 18 risques sont répartis sur une matrice représentant **4 niveaux de gravité**. Dans ce cadre, **76 personnes ont été rencontrées dans le cadre d'ateliers**.

Méthodologie en 8 étapes d'élaboration de la cartographie des risques déployée :

- ETAPE 1 : Clarification des rôles et responsabilités dans l'élaboration, la mise en œuvre, et la mise à jour de la cartographie et identification des parties prenantes
- ETAPE 2 : Identification et description des scénarii de risques
- ETAPE 3 : Evaluation de l'exposition brute des scénarii
- ETAPE 4 : Identification et évaluation des dispositifs de maîtrise
- ETAPE 5 : Identification des risques nets et priorisation des scénarii
- ETAPE 6 : Identification des plans d'action et plans de contrôle
- ETAPE 7 : Validation de la cartographie des risques par l'instance dirigeante
- ETAPE 8 : Reporting et modalités de mise à jour de la cartographie

Sur cette base, le titulaire aura pour mission d'assurer les prestations suivantes :

- Expertiser la méthodologie de la cartographie des risques et, le cas échéant, de proposer des éléments d'évolution/ consolidation (niveau de granularité, etc.), notamment, sur le volet de la mise à jour ;
- Piloter globalement la mise à jour de la cartographie des risques d'atteinte à la probité, et notamment, à ce titre, établir un plan d'actions matérialisant les différentes étapes d'élaboration de cette mise à jour accompagnées de leurs délais prévisionnels et des étapes de validation internes. Dans ce cadre, effectuer les présentations aux différentes instances en charge du projet : point d'avancement sur la mission, sur la cartographie globale, etc.
- Elaborer une cartographie des risques d'atteinte à la probité à l'IRD actualisée sur l'ensemble de son périmètre d'intervention (France métropolitaine, Outre-Mer et étranger). En ce sens notamment, réévaluer la cotation des risques, arbitrer leur maintien, déterminer et évaluer les nouveaux risques.

⇒ 1/ Expertise de la méthodologie de la cartographie des risques d'atteinte à la probité rédigée par l'IRD

A ce jour, l'IRD bénéficie d'une méthodologie de cartographie des risques d'atteinte à la probité sur la base de laquelle a été élaborée sa cartographie des risques.

Celle-ci s'inspire très majoritairement de la méthodologie de l'Agence française anticorruption (ci-après « AFA »). Conformément aux recommandations de cette autorité, la méthodologie pourra être retravaillée autant que de besoin pour assurer que la cartographie mise à jour qui en sera issue offre l'assurance raisonnable que les risques identifiés reflètent fidèlement les risques auxquels elle est réellement exposée, soient évalués à leur juste niveau et correctement hiérarchisés.

Dans cet objectif, l'IRD attend du titulaire du présent marché que celui-ci apporte toute son expertise sur cette méthodologie s'agissant de la phase de mise à jour, qui lui sera remise dès la notification du bon de commande.

Il contrôlera l'adéquation de la méthodologie de mise à jour proposée par l'IRD avec l'organisation de l'Institut en adéquation avec les recommandations de l'Agence française anticorruption.

En corrélation, il remet un livrable au Comité Sapin II, comprenant les éléments de consolidation et d'approfondissement de cette méthodologie qu'il jugera nécessaires d'y intégrer.

L'expertise de la méthodologie de la cartographie sera établie conformément au délai mentionné par le titulaire dans son offre (bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre – colonne F), qui commencera à compter de la transmission du bon de commande au titulaire.

⇒ 2/ Mission d'élaboration d'un plan d'action et de pilotage de son suivi d'exécution

A l'issue de cette mission d'expertise, le titulaire procèdera à l'élaboration du plan d'action et au pilotage de l'opération de mise à jour de la cartographie des risques d'atteinte à la probité.

Il s'agit d'une mission globale de pilotage qui comprend notamment les étapes développées ci-dessous.

Sur la base de la méthodologie définitive, le titulaire construit un plan d'actions relatif à la mise à jour de la cartographie des risques.

Ce plan d'actions matérialisera :

- Les différentes étapes d'élaboration de la cartographie des risques,
- Les étapes institutionnelles de validation,
- Les délais prévisionnels de chaque étape.

L'ensemble des étapes d'élaboration de mise à jour de la cartographie des risques devra être référencé, de l'établissement du plan d'actions jusqu'à la remise de la version à jour cartographie des risques à l'IRD.

Les étapes institutionnelles de validation et contraintes calendaires seront fournis au titulaire du contrat dès la validation de la méthodologie de la cartographie des risques actualisée par le CS2.

Il est également attendu un accompagnement sur l'identification d'étapes spécifiques qui n'auraient pas été envisagées dans le cahier des charges et qui présenteraient une pertinence pour le présent projet.

Le plan d'action sera produit dans un format clair, détaillé et compréhensible.

Il est ensuite attendu des échanges réguliers avec le titulaire pour permettre la bonne information de chacun et le bon avancement du projet.

La finalisation du plan d'action sera actée par la validation du CS2.

A compter de cette validation, ce plan d'action et les délais associés à chacune des étapes identifiées deviendront contractuels dans le cadre de l'exécution des prestations, conformément à l'article 5.3.2 du présent cahier des charges.

A l'issue de cette validation du plan d'action par le CS2, le titulaire procèdera à la mise à jour de la cartographie des risques.

Le titulaire produira, ensuite, à chaque étape des livrables qu'il pourra être amené à présenter aux différentes instances en charge du suivi (COMEX, PAM, CSA, CA, etc.) du pilotage et des arbitrages dans le cadre du projet.

Parmi les livrables, seront attendus notamment :

- Une méthodologie à jour,
- Un plan d'action avec rétroplanning,
- Un livrable consécutif à chaque étape prévue par la méthodologie,
- Des présentations supports pour les présentations aux différentes instances,
- Des comptes rendus rédigés à l'issue de chaque entretien et qui relèvera les risques recensés et leur évaluation, à l'issue de chaque réunion avec les instances en charge des risques,
- La cartographie globale des risques mise à jour et les plans d'action associés s'agissant des risques identifiés comme prioritaires conformément à la méthodologie révisée.

Enfin, l'établissement du plan d'action sera établi conformément au délai mentionné par le titulaire dans son offre (bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre – colonne G).

La finalisation du plan d'action sera actée par la validation du CS2. A compter de cette validation, ce plan d'action et les délais associés à chacune des étapes identifiées deviendront contractuels dans le cadre de l'exécution des prestations, conformément à l'article 5.3.2 du présent cahier des charges.

A l'issue de cette validation du plan d'action par le CS2, le titulaire procèdera à la mise à jour de la cartographie des risques d'atteinte à la probité à l'IRD.

⇒ 3/ Mise à jour de la cartographie des risques d'atteinte à la probité à l'IRD sur l'ensemble de son périmètre d'intervention (France et étranger)

La mise à jour de cette cartographie devra être conforme aux recommandations de l'AFA et comprendre notamment les étapes suivantes :

- Collecter et analyser les données d'entrée,
- Ajuster les niveaux de cotation et ajouter de nouveaux risques, si pertinent,
- Le cas échéant, évaluer le niveau de vulnérabilité pour chaque nouveau risque identifié (évaluation des risques bruts) ;
- Le cas échéant, évaluer le niveau de maîtrise par l'IRD pour chaque nouveau risque identifié (évaluation des risques nets) ;
- Le cas échéant, hiérarchiser les nouveaux risques en tenant compte des risques que l'instance dirigeante ne voudra pas prendre et ceux auxquels elle assume de s'exposer ;
- Formaliser la cartographie actualisée qui devra notamment comprendre l'ensemble des éléments listés dans les recommandations de l'AFA.

Un livrable devra être remis au Comité Sapin II pour chaque étape susmentionnée. Il devra retracer les actions effectuées par le titulaire pour chaque étape et indiquer les conclusions.

La cartographie des risques de l'IRD est un outil de pilotage des risques d'atteinte à la probité qui sera présentée au conseil d'administration en point d'information.

A ce titre, les données présentes dans cet outil de pilotage pourront éventuellement par la suite être exportées dans une solution logicielle. En ce sens, cet export devra donc rester simple à mettre en place.

La remise de cette cartographie actualisée emporte transfert de propriété. Ainsi, le titulaire de l'accord-cadre cède à titre exclusif l'intégralité des droits de toute nature afférents à cet outil permettant à l'IRD de l'exploiter et de le modifier librement.

Le titulaire du marché reste seul responsable à l'égard de ses salariés et des tiers intervenant pour son compte.

4.1.2. Mise à jour des outils et procédures en vigueur à l'IRD

Les évolutions de réglementation, d'organisation ou de pratiques internes pourront justifier la mise à jour d'outils et procédures existantes à l'IRD propre à prévenir, détecter et remédier à ces risques. Ces évolutions découlant ou non de la mise à jour de la cartographie des risques et des plans d'actions qui en découlent.

Voici quelques exemples non limitatifs d'outils et procédures susceptibles de besoins en mise à jour :

- Code de conduite anti-corruption et contre les atteintes à la probité annexé au présent cahier des charges. A noter toutefois que cet outil a vocation à rester stable, ce sont davantage les procédures associées qui auront vocation à évoluer et être mises à jour,
- Procédure cadeaux et invitations,
- Procédure relative aux frais de représentation,
- Procédure de lutte contre les conflits d'intérêts,
- Procédure d'élaboration des contrats de subvention,
- Procédure de cumul d'activité de droit commun,
- Procédure de cumul relative à la participation des personnels de recherche publique aux entreprises de valorisation,
- Procédure de saisine du référent alerte,
- Procédure de saisine de référent déontologue, etc.

Dans le cadre du présent accord-cadre, deux niveaux de mise à jour seront attendus : mise à jour simple et mise à jour approfondie de l'outil ou de la procédure.
Cette distinction tient compte du niveau de complexité des outils et procédures à mettre à jour.

S'agissant d'une mise à jour simple, le titulaire réalise l'ensemble des prestations nécessaires à l'établissement des livrables attendus, qui seront remis à l'IRD et qui sont les suivants :

- Un plan d'action avec rétroplanning,
- L'outil ou la procédure mis à jour.

S'agissant d'une mise à jour approfondie, le titulaire réalise l'ensemble des prestations nécessaires à l'établissement des livrables attendus, qui seront remis à l'IRD et qui sont les suivants :

- Une note de cadrage du projet,
- Un plan d'action avec rétroplanning,
- Une synthèse de chaque étape mise en œuvre sur la base du plan d'action,
- Les présentations supports pour les présentations aux différentes instances que le titulaire pourra être amené à réaliser,
- Les comptes rendus rédigés à l'issue de chaque entretien et ou réunions, que le titulaire réalisera pour mettre à jour de l'outil ou procédure,
- L'outil ou la procédure mis à jour.

Dans le cadre de ces prestations de mise à jour simple ou approfondie, le titulaire assurera :

- Le pilotage des prestations attendues et notamment la détermination d'un plan d'action ;
- La rédaction des parties des outils et procédures justifiant une mise à jour ;
- Le respect de la cohérence graphique et l'ergonomie des livrables ;
- La traduction des livrables, le cas échéant ;

Dans le cadre de ses missions de mise à jour, le titulaire garantit le strict respect de la réglementation et des recommandations de l'AFA.

Le titulaire garantit également une parfaite adaptation des livrables à l'IRD tenant compte de l'ensemble de ses spécificités.

Enfin, le titulaire s'assurera que l'ensemble des étapes d'élaboration soit validé par la personne compétente au sein de l'IRD, soit un membre du Comité Sapin 2.

⇒ 1/ Pilotage des prestations attendues et détermination d'un plan d'action

Le titulaire procédera au pilotage de l'ensemble des prestations de mise à jour simple ou approfondie. Dans un premier temps, avant de commencer la réalisation des prestations liées à la mise à jour des outils et procédures, le titulaire construit sur la base du présent cahier des charges, un plan d'actions relatif à l'actualisation des livrables.

Ce plan d'actions matérialisera :

- Les différentes étapes de mise à jour des livrables en fonction du niveau de mise à jour commandé,
- Les différentes fonctions associées,
- Les étapes institutionnelles de validation,
- Les délais associés à chaque étape identifiée.

A ce stade, les étapes institutionnelles de validation et contraintes calendaires seront communiquées au titulaire du contrat lors de l'émission du bon de commande et réunion de lancement consécutive. Il est également attendu un accompagnement sur l'identification d'étapes spécifiques qui n'auraient pas été envisagées dans le cahier des charges et qui présenteraient une pertinence pour le présent projet.

Le plan d'action sera produit dans un format clair, détaillé et compréhensible.

Il est ensuite attendu des échanges réguliers avec le titulaire pour permettre la bonne information de chacun et le bon avancement du projet.

A ce titre, les délais associés à l'élaboration du plan d'action demandé et de la note de cadrage du projet le cas échéant pour la mise à jour approfondie, sont mentionnés dans l'offre du candidat (colonnes F et G du bordereau des prix de l'accord-cadre), qui commenceront à compter de la transmission du bon de commande.

A compter de la validation du plan d'action et les délais associés à chacune des étapes identifiées deviendront contractuels dans le cadre de l'exécution des prestations, conformément à l'article 5.3.2 du présent cahier des charges.

A l'issue de cette validation du plan d'action par le CS2, le titulaire procédera à la mise à jour de l'outil ou de la procédure identifiée.

A ce titre, en cas de mise à jour approfondie et dans le cadre du pilotage des prestations, le titulaire produira tout au long de sa mission et à chaque étape, des livrables qu'il pourra être amené à présenter aux différentes instances en charge du suivi, du pilotage et des arbitrages dans le cadre du projet.

⇒ 2/ Rédaction des parties des outils et procédures justifiant une mise à jour

Les outils et procédures seront adaptés à leurs destinataires. Ils devront être clairs, précis, compréhensibles, opérationnels le cas échéant, et conformes aux exigences réglementaires telles qu'interprétées par l'AFA.

Ils seront rédigés en langue française.

⇒ 3/ Respect de la cohérence graphique et l'ergonomie des livrables actualisés ;

Le titulaire assure la cohérence graphique des livrables mis à jour tout au long des prestations et leur ergonomie.

Ainsi, l'outil ou la procédure mise à jour formera un ensemble cohérent, facilement accessible aux agents et/ou collaborateurs de l'Institut.

A ce titre, le titulaire respectera la forme des documents en vigueur et les demandes de l'IRD quant à la forme et au format des livrables (mise à jour de charte graphique, élaboration d'un modèle d'attestation à compléter directement de manière dématérialisée, notamment). Il pourra formuler des propositions d'amélioration allant dans le sens de la mise à jour et d'une amélioration des livrables la plus adéquate et visant à participer l'effectivité de leur contenu lesquelles seront soumises à l'approbation du CS2.

Les outils et procédures mis à jour, devront pouvoir être facilement communicables aux tiers, le cas échéant, selon des modalités adaptées, dans l'objectif de protéger les éventuelles informations confidentielles qu'ils contiennent.

De plus, le titulaire formulera des préconisations sur les modalités de communication des livrables mis à jour auprès de leurs destinataires (modalités de diffusion, modèles d'articles, etc.) notamment en mettant à disposition de l'IRD des supports types de communication

⇒ 4/ Traduction des livrables actualisés ;

A l'issue de la validation définitive des procédures et outils mis à jour, identifiée comme telle dans le plan d'action définit ci-dessus et validé par le CS2, les traductions de chaque livrable seront susceptibles d'être commandées dans les langues suivantes :

- Anglais,
- Espagnol.

Ces traductions devront être réalisées par des professionnels et garantir l'intelligibilité et la régularité des documents au regard de la réglementation.

4.2. Prestations liées au conseil et au déploiement du dispositif de lutte contre les manquements à la probité (par marchés subséquents)

En complément du dispositif déjà existant à l'IRD, le titulaire sera susceptible d'être sollicité afin d'accompagner l'IRD dans le conseil et le déploiement de tout ou partie des mesures et des procédures propres à lutter contre la corruption et plus largement contre toutes les atteintes à la probité. Dans le cadre de cet accompagnement, des compétences de chefferie de projet pourront notamment être attendues.

Par mesures et procédures propres à lutter contre toutes les atteintes à la probité, l'IRD entend inclure l'ensemble des actions et procédure propre à prévenir, détecter et remédier aux risques.

4.3. Déplacements éventuels associés

Des déplacements pourront être nécessaires afin de réaliser les prestations souhaitées.

Dans ce cas :

- Les frais d'hébergement et de restauration occasionnés par ces déplacements seront facturés à l'IRD sur la base des justificatifs des frais réellement engagés par le Titulaire, dans le respect des montants plafonds mentionnés dans l'annexe 3 du CCP.
- Les frais de transport occasionnés par ces déplacements seront également facturés au réel, sur la base des justificatifs des frais réellement engagés par le Titulaire.

Ceux-ci ne sont pas inclus dans les prix unitaires prévus au bordereau des prix mais seront réglés dans les conditions de l'article 12.2 du présent CCP.

4.4. Typologie de profils pouvant être sollicités

Les profils et niveaux d'expérience figurant dans le bordereau des prix sont donnés à titre indicatif pour faciliter l'élaboration de l'offre.

Des profils équivalents peuvent être proposés, en justifiant leur adéquation aux missions et livrables.

ARTICLE 5. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4 du CCAG applicable aux prestations intellectuelles les pièces constitutives de l'accord-cadre sont par ordre de priorité décroissante :

- Acte d'engagement (A.E) du présent accord-cadre, complété, daté et signé par le représentant qualifié de l'entreprise qui sera signataire de l'accord-cadre et ses annexes :
 - o Annexe 1 : le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U)
 - o Annexe 2 : Déclaration de sous-traitance et les avenants éventuels postérieures à la notification de l'accord-cadre (DC4) le cas échéant,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) et ses annexes ;
 - o Annexe 1 : Organigramme de l'IRD,
 - o Annexe 2 encadrant la sous-traitance des traitements de données à caractère personnel,
 - o Annexe 3 : Plafond des frais d'hébergement et restauration générés dans le cadre de déplacements,
 - o Annexe 4 : Code de conduite de l'IRD.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

En cas de contradiction, d'incohérence ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Le CCAG applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles est réputé connu du titulaire quoique n'étant pas joint au dossier de consultation des entreprises.

Les clauses générales de vente habituellement utilisées dans les relations contractuelles du fournisseur ne sont pas applicables au présent marché, quand bien même celles-ci seraient jointes à l'offre du titulaire ou aux documents générés durant l'exécution des prestations.

Le Titulaire devra se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du marché. Sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, les textes applicables sont ceux en vigueur au 1^{er} jour du mois qui précède la date limite de réception des offres.

ARTICLE 6. FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD-CADRE

6.1. Principes de fonctionnement de l'accord-cadre

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande et à marchés subséquents qui s'exécute conformément à l'article R.2162-3 du Code de la commande publique de la manière suivante :

- **Par l'émission de bons de commande**, conformément aux articles **R.2162-13 à R.2162-14** du Code de la commande publique, pour les prestations dont les caractéristiques et les modalités d'exécution sont définies à l'article 4.1 du présent CCP ;
- **Par la conclusion de marchés subséquents**, conformément aux articles **R.2162-7 à R.2162-9** du Code de la Commande publique, pour les prestations dont les caractéristiques et modalités d'exécution, ainsi que l'étendue des missions que le titulaire devra réaliser, n'ont pas été fixées dans le présent CCP (article 4.2).

Il est conclu sans minimum et avec un maximum conformément aux articles L 2125-1 et R 2162-4 du Code de la Commande Publique.

Le montant estimatif de l'accord-cadre sur sa durée totale est de 250 000 € H.T., réparti de la manière suivante :

- Le montant estimé des prestations s'exécutant par bon de commande est de 100.000 € H.T.
- Le montant estimé des prestations s'exécutant par marché subséquents est de 150.000 € H.T.,

Le montant maximum est de 400 000 € H.T., qu'il s'exécute par bons de commande ou par marché subséquent, sur toute la durée de l'accord-cadre.

Ce montant maximum ne représente pas le budget actuellement disponible dont dispose pour ces achats mais correspondent uniquement au montant que l'IRD est autorisé à dépenser pour ce support contractuel sur toute la durée de l'accord-cadre.

Ainsi, le montant maximum du présent accord-cadre correspond uniquement à un plafond de valeur de sorte que, quand ce plafond est atteint :

- Plus aucun bon de commande ou marché subséquent ne pourront être émis sur le fondement de l'accord-cadre,
- L'accord-cadre aura épuisé ses effets et expirera aussitôt.

6.2. Modalités d'exécution des prestations liées au maintien à jour du dispositif existant (Article 4.1 du CCP - par bons de commande)

6.2.1. Passation des prestations par bons de commande

Les prestations liées au maintien à jour du dispositif existant s'exécutent au moyen de bons de commande.

Ils sont émis et transmis au titulaire au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commandes sont écrits, signés et datés par la personne de l'IRD habilitée à passer la commande. L'IRD donnera au titulaire en début d'accord-cadre la liste des personnes habilitées à passer commande et informera chaque titulaire de toute mise à jour sur ce point.

Aucune prestation à la demande ne peut être réalisée sans un bon de commande préalable émanant du service financier de la DRSE de l'IRD.

Faute de ce bon de commande, le titulaire est tenu de refuser l'exécution des prestations. Dans le cas où malgré l'absence de bon de commande la prestation serait néanmoins exécutée par le titulaire concerné, la prestation ne sera pas payée et ce, sans aucune possibilité de recours pour le titulaire.

Le titulaire de par sa fonction de conseil devra corriger tout manque dans la demande de l'IRD pouvant conduire à un échec ou une insuffisance de la prestation et préciser clairement les compléments qu'il a apporté à la demande.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande (ou en annexe de celui-ci) sont les suivantes:

- Le nom ou la raison sociale du titulaire
- La date et le numéro du marché
- La date et le numéro du bon de commande
- La nature et la description des prestations à réaliser
- La référence au devis du prestataire ou à l'annexe descriptive des prestations à réaliser
- Les dates de réalisation des prestations
- Le montant du bon de commande hors taxes
- Les spécificités particulières à prendre en compte

6.2.1. *Transmission des bons de commande*

Les bons de commande seront transmis par e-mail.

Le titulaire transmet à ce titre une adresse mail unique pour recevoir les commandes.

6.2.2. *Délais d'exécution des prestations*

Pour chaque bon de commande, les délais d'exécution sont les suivants :

- En fonction de la prestation de mise à jour commandée par l'IRD, les délais d'exécution sont ceux mentionnés par le titulaire dans son offre (colonnes F et G du bordereau de prix). Ils courent à compter de la transmission du bon de commande et jusqu'à la remise par le titulaire du plan d'action à l'IRD,
- À l'issue de la validation par l'IRD du plan d'action concerné par le bon de commande, les délais d'exécution des prestations ultérieures sont ceux définis dans ledit plan d'action et le planning afférent, tels que validés par l'IRD, qui deviennent contractuels dès lors.

À l'issue de chaque étape validée par le CS2, le titulaire peut proposer un ajustement du planning pour les étapes suivantes. Tout ajustement est soumis à la validation préalable de l'IRD.

Les responsabilités de chaque partie en cas de retard sont appréciées au regard du planning contractuel initial, puis ajusté au fur et à mesure de l'exécution des étapes et validé par le CS2, que sont déterminées les responsabilités de chaque partie en cas de retard.

Le non-respect de ces délais contractuels peut donner lieu à l'application de pénalités pour retard. Le titulaire peut demander à l'IRD une prolongation de délai et/ou un sursis de livraison lorsqu'une cause, qui ne lui est pas imputable, fait obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans les délais contractuels.

Cette demande motivée est transmise dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG-PI

6.2.3. Constatation de l'exécution des prestations

L'IRD procède aux vérifications permettant de constater que les prestations ont été réalisées conformément aux obligations contractuelles prévues par le CCP et aux prestations commandées.

Le point de départ du délai pour les opérations de vérification correspond à la délivrance du ou des livrables final(aux) validés par les instances compétentes et afférentes au bon de commande concerné.

A l'issue de ces vérifications, l'IRD peut prononcer l'admission, l'admission avec réfaction, l'ajournement ou le rejet des prestations conformément aux dispositions de l'article 29 du C.C.A.G-PI. Le titulaire dispose de 10 jours pour présenter ses observations. En l'absence d'observations, la décision de l'IRD est réputée acceptée par le titulaire.

Dans le cas où certaines prestations nécessitent des ajustements ou précisions, l'IRD prononce un ajournement motivé à l'égard du titulaire. Par dérogation à l'article 29.2.1 du C.C.A.G-PI, le délai d'ajournement laissé au titulaire pour que celui-ci mette au point ses prestations sera indiqué dans la décision d'ajournement.

En cas de non-respect du délai d'ajournement, le titulaire s'expose à l'application des pénalités contractuelles prévues au présent cahier des charges pour retard dans l'exécution des prestations et l'IRD se réserve le droit de prononcer le rejet des prestations.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix de prononcer la réception des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux articles 29. 3 et 29. 4 du C.C.A.G-PI, dans un délai de quinze jours courant à partir de la notification du refus du titulaire ou à partir de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Le titulaire pourra présenter ses observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction.

6.3. Fonctionnement et modalités d'exécution des prestations liées au conseil et au déploiement du dispositif de lutte contre les manquements à la probité (Article 4.2 du CCP - par marchés subséquents)

6.3.1. Forme et fonctionnement des marchés subséquents

Les modalités de fonctionnement de l'accord-cadre sont fixées par les articles R.2162-5 à R.2162-9 du Code de la Commande publique.

Les prestations concernées par l'article 4.2 du CCP de l'accord-cadre feront l'objet de marchés subséquents.

Ces marchés subséquents comporteront des prestations forfaitaires et pourront être complétés par des prestations rémunérées sur la base des prix unitaires de l'accord-cadre.

En effet, ils prendront la forme de marché mixte, comprenant :

- Une partie forfaitaire correspondant aux prestations définies dans les pièces du marché subséquent concerné,

- Une partie à prix unitaires, correspondant à des prestations uniquement complémentaires aux prestations incluses dans le forfait du marché subséquent, commandées dans les conditions et limites prévues par le présent accord-cadre, sur la base des prix unitaires par profil figurant au bordereau des prix.

Ces prestations pourront être déclenchées uniquement sur demande expresse de l'IRD formalisée par l'émission d'un bon de commande, à la survenance d'un besoin complémentaire dans le cadre du marché subséquent concerné (par exemple, demande de production d'un livrable supplémentaire, réalisation de sessions de formations supplémentaires à la demande de l'IRD, ...).

Elles sont rattachées à des prestations définies par l'IRD au moment de la commande, donnant lieu à la réalisation de livrables ou de résultats identifiables et ne sauraient être assimilées à de l'achat supplémentaire de main-d'œuvre, à une mise à disposition de personnel ou un dépassement du forfait commandé.

Tout retard, inexécution, sous-estimation ou manquement imputable au titulaire ne pourra en aucun cas constituer un motif pour générer un bon de commande complémentaire.

6.3.2. *Durée des marchés subséquents*

La durée de chaque marché subséquent est mentionnée dans le cahier des charges du marché subséquent concerné.

Les marchés subséquents peuvent être conclus jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre sans toutefois que leur durée n'excède de plus de six mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

A la demande motivée du titulaire, l'IRD pourra accorder une prolongation des délais d'exécution des prestations. Le titulaire devra justifier les raisons pour lesquelles il ne peut respecter les délais contractuels imposés et préciser la durée de la prolongation souhaitée dès que le retard pourra être déterminé. En cas de refus ou de silence de l'IRD, les délais contractuels initiaux sont réputés s'appliquer.

6.3.3. *Passation des marchés subséquents*

A la survenance d'un nouveau besoin portant sur des prestations liées au conseil et au déploiement du dispositif de lutte contre les manquements à la probité (article 4.2 du CCP), le titulaire sera sollicité par l'IRD.

Cette sollicitation sera formalisée par la transmission par l'IRD au titulaire d'un dossier de consultation, qui comprendra notamment :

- Le cahier des charges du marché subséquent, précisant les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre et ses éventuelles annexes.
- La lettre de consultation qui précisera les conditions et modalités de remise de l'offre, telles que la date et heure limite de réception de l'offre. A ce titre, le titulaire est tenu de déposer une offre à chaque consultation de marché subséquent dans le délai requis.
- Un bordereau des prix, élaboré sur la base du bordereau des prix de l'accord-cadre.

Pour déposer une offre, le titulaire formule par écrit une proposition détaillant à minima :

- La méthodologie mise en place et les moyens humains dédiés pour l'exécution de ces prestations ; accompagnée de modèle des livrables mis en avant dans la méthodologie proposée ;
- Le planning prévisionnel d'exécution ;
- La proposition établie sur la base du bordereau des prix transmis, et conformément aux prix unitaires fixés par l'accord-cadre. Celle-ci comprendra :
 - Une partie forfaitaire détaillée par phase d'intervention et par profil, calculée exclusivement à partir des prix unitaires fixés par l'accord-cadre et correspondant aux prestations définies dans le cahier des charges du marché subséquent concerné,
 - Les prix unitaires des profils applicables aux prestations complémentaires pouvant être commandées par bons de commande.
- L'annexe encadrant la sous-traitance des traitements de données à caractère personnel.

En fonction du besoin, d'autres éléments constitutifs de la proposition pourront être demandés par l'IRD.

Les prix de l'accord-cadre étant plafonds, les prix pratiqués par le titulaire dans ses réponses aux marchés subséquents ne peuvent être supérieurs à ceux indiqués dans le bordereau de prix.

L'offre a une durée de validité de 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Le titulaire de l'accord-cadre est informé, au sein du délai de validité des offres, par l'IRD de l'acceptation via une notification ou du rejet de son offre par courrier électronique via la plateforme des achats de l'Etat.

Chaque prestation démarrera à compter de la notification du marché subséquent sauf indication contraire mentionnée dans le cahier des charges du marché subséquent.

Le Titulaire est tenu de répondre à toutes les consultations pour la conclusion de marchés subséquents.

En cas d'impossibilité de fournir une offre, le titulaire est tenu d'en informer l'IRD le plus rapidement possible et de le justifier. A ce titre, le titulaire devra impérativement motiver son absence d'offre, justifications formelles à l'appui via une note explicative et détaillée transmise à l'IRD.

Ne sera notamment pas recevable : l'engagement de ses moyens humains et matériels sur d'autres prestations.

6.3.4. Délai et modalités d'exécution

Les délais et modalités d'exécution des prestations seront précisées dans chaque marché subséquent.

6.3.5. Constatation de l'exécution des prestations

L'IRD procède aux vérifications permettant de constater que les prestations réalisées répondent aux stipulations prévues dans le marché subséquent concerné. Le point de départ du délai pour les opérations de vérification est mentionné dans le cahier des charges du marché subséquent concerné.

A l'issue de ces vérifications, l'IRD peut prononcer l'admission, l'admission avec réfaction, l'ajournement ou le rejet des prestations conformément aux dispositions de l'article 29 du C.C.A.G-PI. Le titulaire dispose de 10 jours pour présenter ses observations. En l'absence d'observations, la décision de l'IRD est réputée acceptée par le titulaire.

Dans le cas où certaines prestations nécessitent des ajustements ou précisions, l'IRD prononce un ajournement motivé à l'égard du titulaire. Par dérogation à l'article 29.2.1 du C.C.A.G.-PI, le délai d'ajournement laissé au titulaire pour que celui-ci mette au point ses prestations sera indiqué dans la décision d'ajournement.

En cas de non-respect du délai d'ajournement, le titulaire s'expose à l'application des pénalités contractuelles prévues au présent cahier des charges pour retard dans l'exécution des prestations et l'IRD se réserve le droit de prononcer le rejet des prestations.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix de prononcer la réception des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux articles 29. 3 et 29. 4 du C.C.A.G.-PI, dans un délai de quinze jours courant à partir de la notification du refus du titulaire ou à partir de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionnés.

Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Le titulaire pourra présenter ses observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction.

6.3.6. Pièces constitutives de chaque marché subséquent

Le ou les marchés subséquents seront constitués des documents énumérés ci-dessous. En cas de contradiction entre eux, ces documents prévalent dans l'ordre de priorité décroissant indiqué ci-dessous :

- Les pièces contractuelles de l'accord cadre listées à l'article 5.2 du présent cahier des charges ;
- L'acte d'engagement du marché subséquent, complété, daté et signé par le représentant qualifié de l'entreprise qui sera signataire de l'accord-cadre, et ses annexes :
 - o Annexe 1 : Le bordereau des prix (B.P.),
 - o Annexe 2 : Déclaration de sous-traitance et les avenants éventuels postérieurs à la notification de l'accord-cadre (DC4) le cas échéant
- Le cahier des clauses particulières (CCP) du marché subséquent et ses annexes éventuelles, telles que ;
 - o Annexe 1 : Sous-traitance des traitements de données à caractère personnel,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire remise dans le cadre du marché subséquent ;
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

6.4. Personnes habilitées à solliciter le titulaire

Seules les personnes explicitement et nominativement habilitées par l'IRD sont autorisées à solliciter du titulaire dans le cadre du présent accord-cadre et de ses marchés subséquents.

Dans le cas d'une sollicitation émise par une personne non habilitée, le titulaire concerné informe sans délai le responsable désigné par l'IRD.

La liste de ces personnes habilitées est transmise au titulaire dans les quinze jours suivant la réunion de lancement de l'accord-cadre.

Si une modification devait être apportée en cours d'exécution de l'accord-cadre, l'IRD transmet par écrit une nouvelle liste mise à jour au titulaire.

6.5. Interlocuteur dédié

Le titulaire devra assurer la coordination et la responsabilité de l'ensemble des prestations commandées par bons de commande et des marchés subséquents qui lui sont notifiés. Il devra également désigner une personne physique responsable pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur. Son remplacement est garanti en cas d'absence.

Celui-ci sera responsable de l'ensemble des prestations, de leur coordination et du respect du calendrier de la prestation. Son identité ou tout changement intervenant pendant la durée de l'accord-cadre seront communiqués à l'IRD.

6.6. Réunion de lancement de l'accord-cadre

Une réunion de démarrage de l'accord-cadre sera réalisée avec le titulaire et les représentants de l'IRD dans un délai maximum de quinze jours après notification de l'accord-cadre afin de mettre en place tous les éléments nécessaires à son bon déroulement.

6.7. Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale de conseil dans le domaine faisant l'objet de l'accord-cadre et des marchés subséquents.

Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des prestations et à accomplir sa mission conformément aux usages de la profession et dans le respect des dispositions législatives et réglementaires ainsi que des recommandations de l'Agence Française Anticorruption.

Le titulaire s'engage à informer la personne publique sur l'évolution réglementaire des dispositions qui se rapportent au présent accord-cadre.

Il veillera également à apporter tout axe d'amélioration à l'IRD concernant le fonctionnement de l'accord-cadre dans sa globalité, sur quelque sujet que ce soit.

6.8. Langues et lieux d'exécution

Les relations administratives et contractuelles entretenues entre l'IRD et le titulaire seront exclusivement faites en français.

Les prestations auront essentiellement lieu à distance.

Toutefois, en cas de besoin, des réunions en présentiel auront lieu au 44 boulevard de Dunkerque – 13002 MARSEILLE.

Le titulaire pourra être également amené à se déplacer sur les différents sites de l'IRD présents en France métropolitaine (notamment dans ses différentes délégations et UMR) selon ses besoins.

6.9. Exclusivité du titulaire

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objets du présent accord-cadre, commandées par bons de commande, et des marchés subséquents en découlant.

Toutefois, l'IRD se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord cadre des commandes pour lesquelles le titulaire ne respecterait pas son engagement contractuel : absence de réponse, non-respect de l'offre initiale ou encore impossibilité de fournir la prestation demandée.

ARTICLE 7. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

7.1. Notification

La date de notification du présent accord-cadre correspond à la date de réception par le Titulaire de la copie de l'acte d'engagement et de ses annexes ci-dessus énumérées et dûment signés par la personne habilitée à engager l'IRD.

Les prestations ne peuvent pas débuter avant cette date.

7.2. Durée de l'accord-cadre et reconductions

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa notification.

L'accord-cadre est renouvelable 3 fois par tacite reconduction par période d'un an sans pouvoir excéder une durée totale de 4 ans.

En cas de non reconduction, l'IRD notifie sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 3 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'attributaire.

La non-reconduction de l'accord-cadre n'entraîne pas la résiliation de marchés subséquents en cours, sauf mention expresse.

ARTICLE 8. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Par dérogation à l'article 35.3 du CCAG PI, le titulaire cède pour les prestations réalisées au titre de l'accord cadre et pour les marchés subséquents, à titre exclusif à l'IRD l'intégralité des droits patrimoniaux afférents aux résultats, même partiels, permettant à l'IRD de les exploiter librement, pendant toute la durée légale de protection des droits de la propriété intellectuelle.

Cette cession vaut pour la France et le monde entier. Elle couvre les résultats, même partiels, à compter de la réception des prestations demandées. Il est convenu que la rémunération de la cession des droits prévus au présent article est incluse dans les prix fixés par l'accord-cadre.

Ces droits de propriété intellectuelle comprennent, dans le respect des droits d'auteur, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution et notamment les droits d'utiliser ou de faire utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés, par tout moyen, sous toutes formes et sous tous supports.

Aussi, le titulaire produira des livrables sans le logo du titulaire, afin d'assister l'IRD dans la réalisation des prestations. Les livrables relevant de la responsabilité de l'IRD et étant présentés comme tel en cas de diffusion à des tiers, le titulaire du marché cède à l'IRD les droits patrimoniaux de propriété littéraire et artistique afférents aux résultats du marché.

Le titulaire ne peut faire aucun usage, à titre gratuit ou onéreux, des résultats des prestations sans l'accord préalable écrit de l'IRD. La reproduction et/ou la représentation par le titulaire des résultats même partiels doivent recevoir l'accord préalable de l'IRD.

Plus particulièrement dans l'hypothèse d'une réversibilité à l'issue du présent marché, l'IRD reste propriétaire de tous les processus, de toutes les procédures, de tous les documents élaborés par le prestataire ainsi que de toutes les données collectées pour l'exécution des prestations.

En outre, le titulaire ne pourra utiliser l'image de l'IRD à d'autres fins que de références. Cette communication se limitera uniquement à l'objet du marché, aux prestations mises en place et ne devra pas donner lieu à la communication des données confidentielles utilisées dans le cadre de ce marché. Afin de respecter cette obligation, le titulaire soumettra, pour approbation, à l'IRD, le texte qui sera utilisé par le titulaire au titre de description de la référence commerciale.

Dans le cas de sous-traitance, le prestataire s'est engagé sur l'acceptation des stipulations ci-dessus par ces derniers.

8.1. Définition des résultats

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations de l'accord-cadre, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit, les bases de données, les marques, dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Il s'agit notamment de l'ensemble des documentations, base de données, fichiers et plus généralement tout élément réalisé par le titulaire pour le compte exclusif de l'IRD.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le Titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'IRD en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent accord-cadre.

8.2. Identification des résultats

Les résultats couverts par le régime de propriété intellectuelle défini au chapitre 6 du CCAG-PI sont :

- L'analyse du dispositif existant et préconisations associées ;
- La cartographie des risques d'atteinte à la probité de l'IRD mise à jour,
- Les outils et procédures existants à l'IRD mis à jour,
- L'ensemble des livrables et outils qui seront réalisés spécifiquement par le titulaire pour l'IRD dans le cadre de l'accord-cadre et des marchés subséquents.

8.3. Définition des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'IRD dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'IRD, au Titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment de l'accord-cadre, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

8.4. Identification des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures de l'IRD couverts par le régime de propriété intellectuelle défini au chapitre 6 du CCAG-PI sont :

- Le logo de l'IRD

- La charte graphique de l'IRD,
- La cartographie des risques d'atteinte à la probité de l'IRD,
- Les outils et procédures existants à l'IRD,
- Le parcours de formation sur pour les agents de l'IRD sur le thème du dispositif de prévention et de lutte contre la corruption et les atteintes à la probité
- Autres supports fournis par l'IRD permettant au Titulaire de réaliser ses prestations

Les connaissances antérieures du Titulaire couvertes par le régime de propriété intellectuelle défini au chapitre 6 du CCAG-PI sont celles qui sont décrites dans son offre.

Le prix de cette cession est compris dans les prix de l'accord-cadre.

ARTICLE 9. SECRET PROFESSIONNEL ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a eu connaissance d'informations, de documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel, s'engage à prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, données personnelles, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur.

De ce fait, les documents remis par l'IRD aux personnels du titulaire, notamment concernant les procédures ou les informations nominatives, ne peuvent en aucun cas être photocopiés ou diffusés.

Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le Titulaire prendra également toutes les mesures nécessaires pour préserver le caractère confidentiel de ces informations. Ces mesures ne pourront pas être inférieures à celles prises par lui pour la protection de ses propres informations confidentielles.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas utiliser ses connaissances, sans l'accord de l'IRD, pour aider un tiers à accéder aux informations appartenant à l'IRD et auxquelles il n'était pas tenu d'accéder.

Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de trois mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage.

La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

ARTICLE 10. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dès lors que la prestation permet le traitement de données personnelles, le titulaire déclare parfaitement connaître les obligations fixées par les lois et règlements européens et français, applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

La solution proposée devra respecter les principes de proportionnalité, de minimisation et de limitation des données personnelles, assurant que seules les données pertinentes, telles que définies par l'IRD, sont traitées au sein de la solution pour les seules finalités convenues et sous le contrôle des seules personnes ayant à en connaître.

Elle devra intégrer les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données personnelles traitées contre la destruction accidentelle ou illégale, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisé.

Dans le cadre du présent accord-cadre, le responsable de traitement au sens du RGPD est l'IRD.

Ainsi, le titulaire devra compléter et accepter :

- L'annexe encadrant la sous-traitance des traitements de données à caractère personnel, relative aux prestations réalisées au titre de l'accord-cadre (article 4.1 du CCP). Elle sera remise par le titulaire à l'IRD lors de la réunion de lancement de l'accord-cadre,
- Le cas échéant, l'annexe encadrant la sous-traitance des traitements de données à caractère personnel qui lui sera remis lors de chaque consultation de marché subséquent.

L'IRD, en cas de violation par le titulaire des stipulations du présent article, pourra résilier le marché pour faute du titulaire dans les conditions prévues dans le présent cahier des charges. La résiliation du marché ne fera pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

ARTICLE 11. ABSENCE DE LIEN D'INTERETS

Le titulaire de l'accord-cadre exerce les missions qui lui sont confiées de manière indépendante, impartiale et objective.

Il s'engage à ne pas se trouver et à se prémunir de toute situation de liens d'intérêts de nature à compromettre ou à paraître compromettre l'exercice impartial et objectif de ses missions.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures propres à prévenir toute situation de lien d'intérêts même potentiel, et à y mettre un terme immédiatement le cas échéant.

A ce titre, le titulaire remettra :

- Lors de la réunion de lancement, une déclaration d'absence de lien d'intérêt pour chaque agent du titulaire intervenant dans l'exécution des prestations pouvant être commandées au titre de l'accord-cadre,
- Dans chaque réponse aux marchés subséquents, une déclaration d'absence de lien d'intérêts pour chaque agent du titulaire intervenant dans l'exécution des prestations concernées.

Par cette déclaration, ces agents s'engagent à :

- Ne pas se trouver dans une situation de lien d'intérêts même potentielle et à informer l'IRD, sans délai, le cas échéant ;
- Déclarer tout changement de situation susceptible de créer une incompatibilité durable ou ponctuelle avec leur mission.

Le titulaire veillera également à remettre à l'IRD sans délai une nouvelle déclaration d'absence de lien d'intérêts pour tout nouvel agent intervenant durant l'exécution des prestations.

ARTICLE 12. DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à respecter et promouvoir les principes du développement durable, en particulier dans ses dimensions sociale et environnementale.

➤ Engagements sociaux

Le titulaire s'engage notamment à respecter scrupuleusement les dispositions du Code du Travail et des 4 objectifs stratégiques de l'OIT en termes d'égalité entre les femmes et les hommes, et s'attache à promouvoir l'égalité de chances entre hommes et femmes pour parvenir à un emploi décent, productif, convenablement rémunéré et effectué dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité humaine.

Il est rappelé que selon la loi n° 2021-1774 du 24 décembre 2021, chaque année au plus tard le 1er mars, les entreprises d'au moins 50 salariés doivent calculer et publier sur leur site internet, de manière visible et lisible, la note globale de l'Index de l'égalité femmes-hommes, ainsi que la note obtenue à chacun des indicateurs le composant.

En cas d'Index inférieur à 85 points, les entreprises doivent fixer et publier des objectifs de progression de chacun des indicateurs.

En cas d'Index inférieur à 75 points, les entreprises doivent publier leurs mesures de correction et de rattrapage.

De plus, il est rappelé que l'IRD mène des politiques volontaristes en faveur de l'égalité femme-homme, de la diversité et de l'insertion et le maintien dans l'emploi de ses agents en situation de handicap. Ces politiques se déclinent opérationnellement dans les pratiques internes de recrutement, d'accompagnement, et d'évolution de carrière. Le titulaire est invité à prendre en compte ces principes dans la mesure du possible, dans l'organisation et le fonctionnement de ses propres équipes affectées à l'exécution du présent accord-cadre.

➤ Engagements environnementaux :

Le titulaire s'engage notamment à limiter l'empreinte environnementale liée à la réalisation des prestations, en :

- Favorisant la dématérialisation des documents/des échanges lorsque cela est possible
- Ayant un usage raisonné des ressources (papier, énergie, consommables) nécessaires à la réalisation des prestations.
- Les éventuels déplacements devant être effectués dans le cadre de certaines prestations seront effectués en train uniquement. Ce n'est qu'en cas d'impossibilité et après accord de l'IRD qu'il pourra le cas échéant se déplacer autrement.

Il respecte aussi la réglementation environnementale en vigueur, notamment en matière de gestion des déchets liés à l'activité, s'il y a lieu.

ARTICLE 13. PRIX

Le marché est conclu et exécuté en EUROS. Le suivi et la facturation des prestations se feront dans l'unité EURO retenue pour le marché.

13.1. Forme des prix

Les prestations du présent marché sont traitées à prix mixte de la manière suivante :

13.1.1. Prestations relatives au maintien à jour du dispositif existant (Article 4.1 du CCP - par bons de commande)

Pour les prestations portant sur le maintien à jour du dispositif existant et prévues à l'article 4.1 du CCP, les prix sont unitaires et identifiés dans le Bordereau de Prix Unitaire (Référence I du BPU).

Elles feront l'objet de bons de commande transmis au titulaire à la survenance du besoin de l'IRD
Ces bons de commande seront établis en fonction des quantités commandées, en application des prix unitaires prévus au bordereau de prix.

13.1.2. Prestations liées au conseil et au déploiement du dispositif de lutte contre les manquements à la probité (Article 4.2 du CCP - par marchés subséquents)

Les prix des marchés subséquents sont mixtes :

- Pour les prestations définies dans les pièces du marché subséquent concerné, le prix est global et forfaitaire et identifié dans le bordereau de prix du marché subséquent.

Dans chaque marché subséquent, il est constitué, en fonction des profils retenus pour réaliser les prestations demandées (Références II du BPU) et des quantités associées, en application des prix unitaires prévus au bordereau de prix,

A ce titre, les prix mentionnés par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre sont des prix plafonds.

En conséquence, les prix pratiqués par le titulaire dans ses réponses aux marchés subséquents ne peuvent être supérieurs à ceux indiqués dans le bordereau de prix unitaire dudit accord-cadre.

- Pour les prestations complémentaires aux prestations forfaitaires, les prix sont unitaires et identifiés dans le bordereau de prix du marché subséquent.

Elles feront l'objet de bons de commande transmis au titulaire à la survenance d'un besoin complémentaire dans le cadre du marché subséquent concerné de l'IRD (par exemple, demande de production d'un livrable supplémentaire, réalisation de sessions de formations supplémentaires à la demande de l'IRD, ...).

Elles sont rattachées à des prestations définies par l'IRD au moment de la commande, donnant lieu à la réalisation de livrables ou de résultats identifiables et ne sauraient être assimilées à de l'achat supplémentaire de main-d'œuvre, à une mise à disposition de personnel ou un dépassement du forfait commandé.

Ces bons de commande seront établis en fonction des quantités commandées, en application des prix unitaires prévus au bordereau de prix.

Aucun nouveau prix unitaire ne peut être créé dans le cadre des marchés subséquents.

13.2. Les prix de règlement

Les prix du marché sont établis hors T.V.A. Ils sont majorés de la T.V.A. au taux en vigueur à la date de livraison des prestations.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations et plus globalement, l'ensemble des frais résultant des obligations pesant sur le titulaire.

En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir, en cours d'exécution du marché, du caractère incomplet de l'annexe financière ou d'une prestation supplémentaire imprévue. Celle-ci est en effet ferme et définitive sur toute la durée du marché.

- Les frais de transport, d'hébergement et de restauration occasionnés par les déplacements nécessaires à la réalisation des prestations, seront facturés à l'IRD sur la base des justificatifs des frais réellement engagés par le Titulaire

Ces frais sont facturés au réel, dans la limite des plafonds, définis en annexe 3 du présent accord-cadre, opposables au Titulaire pour les frais d'hébergement et de restauration. En cas de dépassement du plafond, le surcoût lié au dépassement sera à la charge du titulaire.

Les frais de transport devront nécessairement correspondre à la classe économique.

Le règlement des frais n'est pas automatique et demeure subordonné à la justification du service fait, au respect du présent cahier des charges et à l'appréciation de l'IRD quant à leur caractère nécessaire et conforme.

Tout dépassement des plafonds fixés dans l'annexe 3 du CCP, dépense non conforme, non justifiée ou non préalablement autorisée sera intégralement à la charge du Titulaire.

13.3. Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois correspondant **au mois de la date limite de remise des offres, soit le mois de mars 2026.**

Ce mois est appelé « mois zéro ».

13.4. Révision des prix

Les prix sont fermes la première année du marché.

Les prix du marché sont ensuite révisibles et peuvent être révisés à compter de la première reconduction du marché par période d'un an (date d'anniversaire de notification + 1 an) conformément aux dispositions de l'article R2112-13 du Code de la Commande Publique.

La prise en compte des variations des conditions économiques est effectuée de la façon suivante.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant au mois d'établissement de l'offre par le candidat comme stipulé à l'article 12.3 « Mois d'établissement des prix » ci-dessus.

Le titulaire adresse sa demande de révision à l'IRD au moins deux mois avant la date d'anniversaire de notification du marché en détaillant son calcul et avec un bordereau des Prix actualisé. La demande peut être formulée par mail ou par courrier recommandé.

En cas d'absence de demande de révision du titulaire dans le délai ci-dessus, les prix du marché en cours seront reconduits pour l'année suivante.

Le prix (P) est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$P = P_0 (0.15 + 0.85 (\text{SYNTEC}_n / \text{SYNTEC}_0))$$

- P est le prix unitaire révisé hors taxes

- P₀ est le prix indiqué à l'acte d'engagement et établi sur la base des conditions économiques du « mois zéro » (mois d'établissement de l'offre) = prix à réviser

Choix de l'indice de référence :

L'index de référence I, publié(s) par la fédération SYNTEC, est l'index SYNTEC (Disponible sur <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>).

- SYNTEC_n = Valeur de l'indice au mois n de la révision
- SYNTEC₀ = Valeur de l'indice au « mois zéro » (mois d'établissement de l'offre)

Si l'index ou l'indice requis n'est pas publié au moment où le prix du marché doit être révisé, il est fait appel au dernier index ou indice publié. Une fois l'index ou l'indice publié, une régularisation intervient sur le prochain décompte

13.4.1. Règles d'arrondis

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut)
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

13.4.2. Correspondance en cas de disparition de l'indice de révision

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, S'il disparaît, le nouvel index de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans le cas où aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté d'un commun accord entre les deux Parties.

13.4.3. Clause de sauvegarde

En cas d'augmentation des tarifs supérieure à 5%, l'IRD aura la possibilité de résilier, sans indemnité, le présent accord-cadre et ce, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 14. MODALITES DE REGLEMENT

14.1. Paiements et intérêts moratoires

Paiements :

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, l'IRD procédera au paiement des sommes dues par virement administratif avec un délai maximum de 30 jours.

Ce délai commencera à courir à compter de la réception par l'IRD de l'ensemble des pièces justificatives exigées par le présent marché.

Intérêt moratoire :

En application des articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique, le défaut de règlement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les

intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points + 40€ d'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement.

14.2. Paiement et établissement des factures

Les paiements s'effectueront suivant les règles de la comptabilité publique.

Les factures seront envoyées de façon dématérialisée via le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>, via les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET de l'IRD : 180 006 025 00159
- Le numéro de T.V.A. intracommunautaire de l'IRD : FR75180006025
- Le code service exécutant : PACA_GESTION
- Le numéro d'engagement juridique correspond au numéro du bon de commande

=> Ces informations sont indiquées sur le bon de commande.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire,
- La référence du présent marché : 2026001CJoFo20
- Le cas échéant, la référence du bon de commande,
- Le numéro et la date de la facture ;
- L'objet de la prestation,
- La référence aux livrables réceptionnés
- La date d'exécution ou la période relative à la facturation,
- Le montant H.T.,
- Le taux et le montant de la T.V.A. (taux en vigueur à la date de facturation),
- Le montant TTC,
- Le cas échéant, le taux de remise appliqué au montant HT
- Le cas échéant, la mention offre promotionnelle en HT et en TTC
- Le numéro SIRET du titulaire,
- Le numéro de T.V.A. intracommunautaire du titulaire,
- Les références bancaires ou postales du titulaire, rigoureusement identiques à ceux indiqués dans l'acte d'engagement.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement et le comptable assignataire de la dépense sont indiqués à l'Acte d'Engagement.

Toute facture non rédigée comme indiquée ci-dessus sera retournée au titulaire pour rectification, sans préjudice du retard apporté au règlement.

14.3. Avances

14.3.1. *Avance pour les prestations de maintien à jour du dispositif existant (Article 4.1 du CCP – par bons de commande)*

Pour les prestations exécutées directement dans le cadre de l'accord-cadre par l'émission de **bons de commande** : Sauf refus définitif et expresse par le titulaire dans l'acte d'engagement une **avance peut être accordée** lorsque les conditions ci-dessous et fixées par le Code de la commande publique **sont réunies**.

Conformément à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique, une avance de vingt pour cent (20%) du prix total T.T.C. de chaque bon de commande est accordée au Titulaire, lorsque :

- La durée d'exécution du bon de commande est supérieure à 2 mois et inférieure ou égale à 12 mois,
- Le montant total de la commande est supérieur à 50.000 € H.T.

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance susmentionnée à l'article R.2191-10 est fixé à 30 % du prix total T.T.C du bon de commande concerné.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la notification du marché.

14.3.2. Avance pour prestations liées au conseil et au déploiement du dispositif de lutte contre les manquements à la probité (Article 4.2 du CCP - par marchés subséquents)

Les marchés subséquents conclus sur le fondement du présent accord-cadre peuvent également prévoir le versement d'une avance.

Le taux et les modalités de cette avance sont déterminés dans les documents particuliers de chaque marché subséquent, dans le respect des dispositions du Code de la commande publique.

14.4. Périodicité de paiement

14.4.1. Prestations de maintien à jour du dispositif existant (Article 4.1 du CCP – par bons de commande)

Le règlement des prestations exécutées directement dans le cadre de l'accord-cadre intervient sur présentation de la facture correspondante et après constatation du service fait, suivant l'avancement des prestations..

14.4.2. Prestations liées au conseil et au déploiement du dispositif de lutte contre les manquements à la probité (Article 4.2 du CCP - par marchés subséquents)

Pour les marchés subséquents conclus sur le fondement du présent accord-cadre, les modalités et la périodicité des paiements applicables aux marchés subséquents sont précisées dans les documents propres à chaque marché subséquent, dans le respect du Code de la commande publique.

14.5. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

14.6. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

ARTICLE 15. GARANTIE ET CAUTIONNEMENT

15.1.12.1 Retenue de garantie

Sans objet.

15.2. 12.2 Cautionnement

Sans objet.

15.3.Nantissement

Les créances nées ou à naître concernant le présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L2191-8, R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique. L'IRD remettra, s'il y a lieu, une copie certifiée conforme et unique par lui de l'Acte d'engagement ou un acte de cessibilité.

En cas de sous-traitance, le présent accord-cadre ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

ARTICLE 16. SOUS-TRAITANCE

16.1. Recours à la sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations sous réserve du respect des dispositions de la loi du 31 janvier 1975 modifiée, relative à la sous-traitance et à condition d'avoir obtenu de l'IRD l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement dans le respect des dispositions ci-dessous. Toutefois, le titulaire ne peut sous-traiter l'intégralité des prestations faisant l'objet du marché public.

Pour cela, le titulaire concerné remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées, les conditions de paiement.

Cette déclaration doit être accompagnée des documents suivants en cours de validité, faute de quoi, la sous-traitance ne pourra être acceptée :

- Les documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant,
- Une attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle à jour,
- Les certificats fiscaux et sociaux,
- Le numéro d'identification unique du sous-traitant,
- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et travaillant directement ou indirectement pour le présent accord-cadre,
- Le justificatif du pouvoir de la personne habilitée pour engager le candidat.

La sous-traitance en tout ou partie de certaines prestations implique l'adhésion du sous-traitant aux clauses techniques du présent accord-cadre.

Dans cette hypothèse, le titulaire reste seul tenu envers le pouvoir adjudicateur de l'exécution par le sous-traitant de la totalité des obligations et engagements tels que décrits par l'accord-cadre. Il assume donc entièrement seul pendant la durée du marché, devant l'IRD comme devant tous tiers, l'entière responsabilité des prestations pour lesquelles il est engagé. Le Titulaire prendra en charge toutes les

obligations afférentes, afin de respecter le marché, opérationnellement, contractuellement, financièrement et juridiquement, ainsi que sur le plan des obligations réglementaires ou des questions d'assurance.

Le refus d'un sous-traitant est motivé et signifié au titulaire dans un délai maximum de 30 jours après réception d'un dossier complet. L'envoi d'un dossier incomplet ne saurait déclencher le délai de 30 jours.

En cas de dossier complet, le silence du pouvoir adjudicateur passé ce délai vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

16.2. Paiement direct du sous-traitant

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, dûment accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'IRD, est payé directement.

Le paiement direct est obligatoire sans qu'il ne soit possible d'y renoncer.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la facture pour notifier son accord ou son refus au sous-traitant d'une part et à l'IRD d'autre part.

Par ailleurs, le sous-traitant adresse à l'IRD une demande de paiement direct libellé au nom de l'IRD en y annexant la copie des factures acceptées par le titulaire conformément aux dispositions de l'article L2193-3 du Code de la Commande Publique.

16.3. Conséquences de la sous-traitance irrégulière

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire concerné à l'application de pénalité et le cas échéant la résiliation de l'accord-cadre à ses torts.

Il en est de même si le Titulaire a fourni en connaissance de cause des renseignements inexacts à l'appui de sa demande.

Dans le cas où l'IRD constaterait la présence d'un sous-traitant n'ayant pas fait l'objet d'une déclaration et d'une acceptation de la part de l'IRD pour exécuter les prestations concernées par le présent accord-cadre, le titulaire est mis en demeure de régulariser la situation dans un délai imparti, par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception.

Dans l'attente de la régularisation de ladite situation, les prestations réalisées par ce sous-traitant non déclaré seront immédiatement stoppées et l'IRD refusera tout accès par le sous-traitant à ses locaux.

Des pénalités pour absence de déclaration de sous-traitant, prévues dans le présent CCAP, pourront alors s'appliquer.

De plus, dans le cas où cette suspension des prestations entrainerait un retard dans l'exécution des prestations, les pénalités de retard pourront être appliquées jusqu'au rétablissement d'une situation normale et à l'admission des prestations concernées.

En cas de sous-traitant irrégulière constatée plusieurs fois au cours de l'exécution de l'accord-cadre, l'IRD se réserve le droit de prononcer la résiliation de plein droit du présent accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire et à ses frais et risques, sans indemnité.

Enfin, le sous-traitant qui n'a pas été accepté et dont les conditions de paiement n'ont pas été agréées par l'IRD ne peut prétendre au paiement direct.

ARTICLE 17. PENALITES

L'IRD se réserve le droit d'appliquer les pénalités, sans mise en demeure préalable, et sans préjudice d'une possibilité de résiliation aux torts du titulaire.

Les pénalités sont dues par le Titulaire dès le premier euro. Aussi, par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1000 euros.

Les pénalités ci-après sont imputées sur les sommes dues au titulaire, que le manquement soit le fait de ce dernier ou d'un de ses sous-traitants.

Les pénalités sont distinctes des dommages et intérêts et peuvent être appliquées sans préjudice des autres mesures prévues au marché, notamment la résiliation aux torts du Titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, les pénalités applicables sont les suivantes :

17.1. Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations

En cas de non-respect des délais contractuels prévus pour les prestations à bon de commande ou fixés dans un marché subséquent, il peut être appliqué une pénalité de : **1/500^{ème} du montant H.T. du bon de commande ou du marché subséquent concerné**, par jour ouvré de retard, dans la limite de 15 % du montant HT dudit marché subséquent.

Le retard peut être constaté par tout moyen (fax, courriel).

Les pénalités de retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations de chaque marché subséquent est expiré.

Ces pénalités ne trouveront pas à s'appliquer dans l'hypothèse où le non-respect du délai serait dû à la force majeure ou au fait du maître d'ouvrage.

Si le plafond de pénalités est atteint 3 fois sur toute la durée de l'accord-cadre, l'IRD se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire.

17.2. Pénalités pour mauvaise exécution des prestations

La mauvaise exécution ou l'exécution partielle d'une prestation, pourra entraîner l'application d'une pénalité de 200 € H.T. par constatation par l'IRD avec avertissements préalables par mail transmis au titulaire pour remédier aux dysfonctionnements.

Ces pénalités seront appliquées indépendamment des éventuelles pénalités de retard.

17.3. Pénalités pour manquement aux obligations prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail

Dans le cadre de la lutte du travail dissimulé et en application de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration du droit, le titulaire qui ne respecte pas le code du travail qu'il s'agisse de dissimulation d'activité (article L.8221-3 et L.8221-4 du Code du travail) ou d'emploi salarié (article L.8221-5 du code du travail), se verra appliquer, après mise en demeure non suivie d'effet, une pénalité de 100 euros HT par jour calendaire.

Le montant de ces pénalités est plafonné à 15% du bon de commande ou du marché subséquent concerné et ne peut, en outre, excéder le montant des amendes pénales encourues pour la commission de ces infractions.

ARTICLE 18. ASSURANCE

Le titulaire doit justifier avant tout commencement d'exécution qu'il a souscrit auprès de Compagnies notoirement solvables, une police d'assurance spécifique pour les locaux mis à sa disposition par l'IRD. Cette police doit couvrir tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment accident, incendie, explosion, vol, dégâts des eaux, conséquence d'un défaut.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG PI, l'attributaire devra transmettre au stade de l'attribution du marché une attestation de sa compagnie d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Cette déclaration précise la nature, le montant, la durée de garantie et les franchises éventuelles des contrats d'assurances souscrits par le titulaire.

L'IRD peut à tout moment se faire justifier par le Titulaire, du paiement régulier des primes d'assurance. Le titulaire doit prévenir l'IRD de toute modification dans ses qualifications et ses polices d'assurance dans un délai d'un mois à compter de la date de la modification.

Les clauses d'assurances initiales et celles résultant d'une modification de police sont soumises à l'IRD qui peut demander une extension de garantie après concertation avec le titulaire et éventuellement son assureur. En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance, le présent marché est résilié de plein droit et sans indemnité si bon semble à l'IRD.

En cas de sous-traitance avec l'accord préalable du Pouvoir adjudicateur, chaque sous-traitant est tenu des mêmes obligations en matière d'assurances que s'il était signataire du présent marché. Les Assurances de Responsabilité Professionnelle devant être souscrites par l'entreprise en vertu des dispositions de la présente clause devront être étendues pour couvrir les conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant au Titulaire du fait de ses sous-traitants et des prestations réalisées par les sous-traitants.

ARTICLE 19. DISPOSITIF DE VIGILANCE

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations ci-dessous :

- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, et D. 8222-7, D. 8222-8 et R.1263-12 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger,
- Les pièces mentionnées aux articles D.8254-2 à D8254-5 du code du travail.

Après mise en demeure restée infructueuse, la non-production ou la production incomplète ou erronée de ces documents pourra entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité. Le cas échéant, L'IRD se réserve la possibilité de prononcer l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire.

La mise en demeure est notifiée par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception par le Titulaire et notamment par lettre recommandée avec avis de réception. Elle est assortie d'un délai

d'exécution. A défaut d'indication de délai dans la mise en demeure, le Titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire à ses obligations

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées obligatoirement par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'IRD à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

Les modalités pratiques d'utilisation de la plateforme seront communiquées au titulaire à la notification du marché. A défaut, le marché sera résilié dans les conditions prévues au présent CCP.

ARTICLE 20. CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la direction des achats ou l'établissement en charge du suivi contractuel et administratif du marché par écrit et communiquer dans les plus brefs délais un extrait K-bis mentionnant ce changement.

ARTICLE 21. RACHAT OU CESSION D'ACTIVITES

Les droits et obligations nés du présent marché sont personnels aux deux parties. Ils ne pourront être transférés à des tiers que d'un commun accord. Les modifications affectant la personne titulaire du marché doivent donner lieu à la passation d'un avenant. A défaut d'un tel accord, toute cession ou transfert sera considéré comme nul et sera inopposable à l'IRD.

En cas de rachat ou de cessation d'activité, le prestataire a l'obligation d'en informer la personne publique par lettre recommandée avec avis de réception postal ; à ce titre obligation lui est faite d'indiquer le nouveau prestataire et d'en communiquer le nom et les références professionnelles.

Le prestataire remplaçant devra au préalable être accepté par l'IRD avant tout commencement d'exécution des prestations, à défaut le marché pourra être résilié en application des dispositions du présent cahier des clauses particulières. Le prestataire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin que la bonne exécution des prestations ne se trouve pas compromise.

ARTICLE 22. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 23. RESILIATION

Le chapitre VII – articles 36 à 42 – du CCAG-PI s’applique, notamment l’article 39 relatif aux cas de résiliation aux torts du titulaire.

Outre les cas prévus à l’article 39 du CCAG, l’accord-cadre peut être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité dans les cas suivants :

- En cas d’absence de transmission d’une note explicative et détaillée à l’IRD en cas d’impossibilité de fournir une offre,
- En cas de recours non déclaré à un sous-traitant,
- En cas de plafond de pénalités atteint 3 fois sur toute la durée de l’accord-cadre,

D’autre part, si sur un mois les prestations ne sont pas conformes à l’obligation de résultats, l’IRD peut appliquer la clause de dénonciation du présent marché suivant les modalités prévues ci-dessous :

- Avertissement par lettre recommandée avec accusé de réception avec un délai de réponse du titulaire de cinq (5) jours ouvrables.
- Après deux avertissements sur une période de 6 mois consécutifs, l’IRD pourra dénoncer le présent marché, avec un préavis de 1 mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

Enfin, lorsque le titulaire rencontre, en cours d’exécution de l’accord-cadre, des difficultés techniques nécessitant la mise en place de moyens hors proportion avec la valeur du marché, ou lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements, l’IRD peut résilier l’accord-cadre de sa propre initiative.

ARTICLE 24. LITIGE

En cas de litige soulevé par l’exécution des clauses du présent accord-cadre, les parties conviennent de se concerter en vue de rechercher une solution à l’amiable.

A défaut d’accord des parties dans les quinze jours suivant l’envoi par l’une des parties (par lettre recommandée avec demande d’avis de réception) d’une demande en vue d’un règlement à l’amiable du litige, ledit litige sera porté exclusivement devant le Tribunal Administratif de Marseille.

En aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l’IRD et le titulaire ne pourront être invoquées par ce même titulaire comme une cause d’arrêt ou de suspension momentanée des prestations à effectuer.

Tout arrêt dans l’exécution des prestations par le titulaire obligerait l’IRD à recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 25. DEROGATIONS

Articles du C.C.P

5
6.2.3 et 6.3.5
8
17
18

Articles du C.C.A.G-P.I de 2021

4
29.2.1
35.3
14.1 et 14.3
9.2

**Le présent document est à accepter sans modification.
Seul l’exemplaire détenu par l’Administration fait foi.**